

Arrêt

n° 318 643 du 17 décembre 2024
dans l'affaire X / VII

En cause : X

Ayant élu domicile : au cabinet de Maître D. ANDRIEN
Mont Saint Martin 22
4000 LIEGE

contre:

l'Etat belge, représenté par la Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration

LA PRÉSIDENTE DE LA VII^{ème} CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 8 octobre 2024, par X qui déclare être de nationalité camerounaise, tendant à la suspension et l'annulation, ainsi que la réformation, du refus de visa, pris le 30 septembre 2024.

Vu le titre 1er bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif et la note d'observations.

Vu l'ordonnance du 29 octobre 2024 convoquant les parties à l'audience du 21 novembre 2024.

Entendu, en son rapport, N. RENIERS, présidente de chambre.

Entendu, en leurs observations, Me P. LAURENT *loco* Me D. ANDRIEN, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me M. ELJASZUK *loco* Me F. MOTULSKY, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause.

1.1. Le 19 juillet 2024, le requérant a introduit une demande de visa de long séjour, en vue de faire des études en Belgique, sur la base des articles 58 et suivants de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après : la loi du 15 décembre 1980).

1.2. Le 30 septembre 2024, la partie défenderesse a refusé le visa sollicité.

Cette décision lui a été notifiée à une date que le dossier administratif ne permet pas de déterminer.

Elle constitue l'acte attaqué, et est motivée comme suit :

« Considérant la demande d'autorisation de séjour provisoire pour études introduite en application des articles 58 à 61 de la loi du 15.12.1980, modifiée par la loi du 11 juillet 2021 entrée en vigueur le 15 août 2021.

Considérant que l'article 61/1/1§1er reconnaît à l'étranger qui désire faire des études en Belgique et qui remplit les différentes conditions qu'il fixe, un droit automatique à l'autorisation de séjourner plus de trois mois

en Belgique ; qu'en vertu de cette disposition, la compétence du Ministre ou de son délégué est une compétence liée, l'obligeant à reconnaître ce droit dès que l'étranger répond aux conditions limitatives prévues pour son application mais également dans le respect de l'objet même de la demande telle qu'elle a été prévue par le législateur à savoir, un étranger qui désire faire en Belgique des études dans l'enseignement supérieur ou y suivre, dans l'enseignement supérieur également, une année préparatoire à l'enseignement supérieur en Belgique ; qu'il est donc imposé à l'autorité administrative l'obligation d'accorder un visa pour études dès lors que le demandeur a déposé les documents qui lui sont demandés de produire aux points 1° à 8° de l'article 60§3 de la loi du 15/12/1980 et que l'administration a pu vérifier, le cas échéant, la volonté du demandeur de faire des études dans l'enseignement supérieur ou y suivre une année supérieure préparatoire à l'enseignement supérieur en Belgique ; que " ce contrôle ne saurait être considéré comme une condition supplémentaire que la partie défenderesse ajouterait à l'article 58 de la loi du 15/12/1980 mais doit être compris comme un élément constitutif de la demande elle-même dès lors qu'il permet à la partie défenderesse de vérifier si le demandeur a effectivement l'intention d'étudier en Belgique". (Arrêt n° 23 331 du 19 février 2009 du Conseil du contentieux dans l'affaire 37 598 / III) ;

Considérant que dans cette optique, il est demandé à tous les candidats au visa pour études, lors de l'introduction de leur demande, de répondre à un questionnaire dans lequel il leur est demandé de retracer leur parcours d'études, de faire le lien avec les études projetées en Belgique, d'expliquer leur motivation à suivre cette formation en la plaçant dans une perspective professionnelle ; qu'ils disposent pour se faire de trente minutes minimum ; que, par la suite, il ont l'occasion d'expliciter et/ou de défendre leur projet lors d'un entretien avec un conseiller en orientation ; que cet entretien dure au minimum trente minutes, mais que sa durée peut être rallongée en fonction du temps nécessaire pour les candidats à exposer leurs arguments ; Considérant, nonobstant les réponses apportées par écrit aux différentes questions, qu'il ressort de l'entretien oral de l'intéressé avec l'agent de Viabel le compte-rendu suivant : " Les études envisagées (Electromécanique - orientation : climatisation et techniques de froid) ne sont pas liées aux études antérieures (Travaux Publics). Le candidat présente des résultats passable ne pouvant garantir la réussite de sa formation. Il a une faible connaissance du domaine d'étude envisagé, il ne parvient pas à répondre clairement aux questions posées lors de son entretien, de plus il ne précise pas suffisamment les connaissances qu'il souhaiterait acquérir à l'issue de sa formation. Il ne dispose d'aucune alternative en cas d'échec de sa formation et en cas de refus de visa. Il ne motive pas assez ses projets. " ;

Considérant aussi que cette interview représente un échange direct et individuel et reflète mieux la réalité des connaissances, des capacités, des intentions et de la cohérence du projet d'études du demandeur de façon encore plus précise que les réponses au questionnaire évoqué supra, dans lequel l'étudiant(e) n'a pu s'exprimer avec la même spontanéité qu'à l'oral ; que cet échange direct est donc plus fiable et prime donc sur le questionnaire ;

Considérant l'arrêt 294 183 du CCE du 15/09/2023, 3.5 : "Par ailleurs, s'agissant de la circonstance que l'avis de Viabel consiste, selon le requérant, en un simple compte-rendu d'une interview, non reproduit intégralement et non signé, qui ne pourrait lui être opposé, ni être pris en compte par le Conseil, ni constituer une preuve, force est de constater que ce dernier ne démontre pas que les éléments y repris seraient erronés ou que cet avis aurait omis de reprendre des considérations développées lors de l'interview (...). "

En conclusion, le résultat de l'étude de l'ensemble du dossier et des réserves formulées dans le compte-rendu de l'interview du demandeur menée par Viabel, contredit sérieusement l'objet même de la demande de visa pour études, à savoir la poursuite d'études dans l'enseignement supérieur en Belgique, et constitue un faisceau de preuves suffisant d'une tentative de détournement de procédure du visa pour études à des fins migratoires. Dès lors la demande de visa est refusée sur base de l'article 61/1/3§2 de la loi du 15/12/1980 ».

2. Question préalable.

2.1. La partie requérante demande

- à titre principal, de « dire pour droit que le visa est accordé »,
- à titre subsidiaire, de « suspendre puis annuler » l'acte attaqué.

2.2. Le Conseil du contentieux des étrangers (ci-après: le Conseil) est une juridiction administrative, dont la composition, le fonctionnement et les compétences sont régies par la loi du 15 décembre 1980.

Etant saisi d'un recours en annulation, il n'est appelé à exercer son contrôle que sur la seule légalité de l'acte administratif attaqué¹, et peut uniquement suspendre et/ou annuler cet acte.

Par contre, il ne dispose légalement d'aucune compétence pour réformer cet acte, en y substituant une décision reflétant sa propre appréciation des éléments du dossier.

2.3. Sous un point intitulé « Réformation », la partie requérante développe l'argumentation suivante :

¹ Article 39/2, § 1er, de la loi du 15 décembre 1980

« Si la CJUE (C-14/23) admet que la juridiction ne dispose pas d'un pouvoir de pleine juridiction, comprenant la compétence pour substituer son appréciation à celle de l'administration (mais également celle de tenir compte d'éventuels éléments nouveaux), c'est « pour autant que les conditions dans lesquelles ce recours est exercé et, le cas échéant, le jugement adopté à l'issue de celui-ci est exécuté, soient de nature à permettre l'adoption d'une nouvelle décision dans un bref délai, conforme à l'appréciation contenue dans le jugement ayant prononcé l'annulation, de telle manière que le ressortissant d'un pays tiers suffisamment diligent soit en mesure de bénéficier de la pleine effectivité des droits qu'il tire de la directive 2016/801 » (§ 67), après que la décision administrative ait été adoptée avec célérité, compte tenu des impératifs de temps (§ 63 et 64). A contrario, à défaut pour l'administration d'avoir adopté sa décision avec célérité et pour la législation nationale d'organiser une procédure de recours dans le respect des trois conditions énoncées par la CJUE pour que ses caractéristiques soient conformes à l'article 34.5 de la directive et à l'article 47 de la Charte, la juridiction doit disposer d'un pouvoir de plein contentieux. Or, non seulement la procédure de recours belge ne satisfait à aucune des trois conditions mises par la CJUE, mais de surcroît, pas plus en amont qu'en aval, la procédure administrative ne garantit une décision prise avec célérité.

1. Décision administrative prise avec célérité.

Suivant l'article 34.1 de la directive, le défendeur doit prendre sa décision « le plus rapidement possible mais au plus tard dans un délai de 90 jours à compter de la date d'introduction de la demande complète ». L'article 61/1/1 de la loi [...] ne constitue pas une transposition conforme de l'article 34.1 à défaut d'exiger une décision le plus rapidement possible et au plus tard dans le délai de nonante jours, érigeant ce dernier comme un délai ordinaire. En l'espèce, avant de pouvoir introduire sa demande de visa, le demandeur a dû prendre RV pour son entretien oral par Viabel, pris le 15 mai 2024 et fixé au 31 mai 2024. Dès après, il dut demander RV pour déposer sa demande de visa, RV fixé le 19 juillet 2024. Le refus de visa est pris le 30 septembre 2024, soit plus de quatre mois après le début des démarches et après la rentrée scolaire. Toutes contraintes, aléas et délais imposés [au requérant] et qui démentent la prise d'une décision le plus rapidement possible, avec célérité et avant la rentrée scolaire. adopté bien avant celle-ci, de sorte que le recours puisse être jugé et une nouvelle décision prise avant ladite rentrée (CJUE, arrêt § 63 et 64 + AG § 115). Telle exigence s'impose d'autant plus vu la position du défendeur, suivant lequel la demande de visa ne concerne que l'année académique en cours (par exemple, arrêts 310735, 311190, 311364, 311365, 311366).

2. Conditions dans lesquelles le recours est exercé et jugé.

Selon la CJUE, l'effectivité du recours implique le respect d'impératifs de temps (863), soit la rentrée scolaire, ainsi que le précise l'avocat général (§115) : « *Il en découle, selon moi, que chaque État membre devrait donc aménager son droit national de manière à ce que, à la suite de l'annulation d'une décision initiale et en cas de renvoi du dossier à l'autorité compétente celle-ci adopte une nouvelle décision qui soit conforme à l'appréciation contenue dans le jugement ayant prononcé l'annulation et qui soit, en outre, prononcée en amont de la rentrée académique de l'établissement d'enseignement supérieur dans lequel le ressortissant d'un pays tiers est régulièrement inscrit* ». Si après annulation une nouvelle décision doit être prise avant la rentrée académique, l'annulation elle-même doit nécessairement intervenir avant ladite rentrée. Aucune procédure d'annulation d'urgence n'est prévue par le droit national afin qu'un arrêt d'annulation soit rendu avant la rentrée académique. Une procédure de suspension (et non d'annulation) d'extrême urgence était ancestralement ouverte pour ce type de contentieux, jusqu'à ce que, par arrêt 237408 rendu le 24 juin 2020 en assemblée générale, le Conseil du Contentieux des Etrangers décide que l'article 39/82 de la loi limite la possibilité de demander la suspension de l'exécution d'un acte en extrême urgence à l'hypothèse d'une mesure d'éloignement ou de refoulement dont l'exécution est imminente, à l'exclusion d'une demande de visa donc. Cette jurisprudence fut ensuite appliquée aux recours en extrême urgence dirigés contre les refus de visa pour études [...]. La procédure en annulation ne garantit pas qu'un arrêt définitif soit rendu avant la rentrée académique [...].

3. Nouvelle décision dans un bref délai.

Ce bref délai n'est pas celui de nonante jours et doit nécessairement être moindre compte tenu de l'exigence de célérité liée au respect d'impératifs de temps, soit l'année scolaire déjà entamée au jour de l'arrêt. Aucune disposition légale n'impose au défendeur de prendre une nouvelle décision à bref délai après annulation d'une première. Il ressort d'arrêts récents que ce délai varie entre 42 jours et 143 jours [...].

4. Nouvelle décision conforme à l'appréciation contenue dans le jugement ayant prononcé l'annulation.

Aucune disposition légale n'impose au défendeur de prendre une nouvelle décision conforme à l'arrêt d'annulation d'une première. Il ressort d'arrêts récents (notamment l'arrêt 310735, précité, 4^{ème} arrêt d'annulation pour la même demande) que le défendeur réadopte après annulation des motifs identiques à ceux déjà censurés. Mais le plus souvent, aucune nouvelle décision n'est même prise (par exemple, suite à Vos arrêts 299473, 300026, 300969, 311366, 300418...). En conclusion, la procédure en annulation ne prévoit aucune des garanties exigées par la CJUE pour être effective au sens des articles 47 de la Charte et 34.5 de la directive, ineffectivité renforcée par les délais mis par le défendeur pour statuer initialement et après annulation. Ce qui induit, *a contrario*, que le Conseil du Contentieux doit pouvoir substituer son appréciation à celle du défendeur et prendre en considération les éléments invoqués par le demandeur pour contester les incohérences soulevées pour la première fois dans son refus ».

2.4.1. S'agissant du 1^{er} argument, contrairement à ce que soutient la partie requérante, la Cour de Justice de l'Union européenne (ci-après : la CJUE) ne conditionne pas la nature du recours à la célérité de la prise de la décision administrative, visée.

Ce n'est en effet pas ce qui ressort de la lecture des paragraphes visés de l'arrêt de la CJUE *Perle*².

Le 1^{er} argument susmentionné n'est donc pas pertinent.

2.4.2. Le 2^{ème} argument, relatif au droit à un recours effectif, ne peut être suivi, étant donné ce que la CJUE a décidé, dans le même arrêt :

“ L'article 34, paragraphe 5, de la directive 2016/801, lu à la lumière de l'article 47 de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, doit être interprété en ce sens que :

il ne s'oppose pas à ce que le recours contre une décision prise par les autorités compétentes rejetant une demande d'admission sur le territoire d'un État membre à des fins d'études consiste exclusivement en un recours en annulation, sans que la juridiction saisie de ce recours dispose du pouvoir de substituer, le cas échéant, son appréciation à celle des autorités compétentes **ou d'adopter une nouvelle décision**, pour autant que les conditions dans lesquelles ce recours est exercé et, le cas échéant, le jugement adopté à l'issue de celui-ci est exécuté soient de nature à permettre l'adoption d'une nouvelle décision dans un bref délai, conforme à l'appréciation contenue dans le jugement ayant prononcé l'annulation, de telle manière que le ressortissant d'un pays tiers suffisamment diligent soit en mesure de bénéficier de la pleine effectivité des droits qu'il tire de la directive 2016/801”³.

² CJUE, 29 juillet 2024, *Perle*, C-14/23

³ CJUE, 29 juillet 2024, *Perle*, C-14/23

Les conclusions de l'avocat général ne lient pas la CJUE. Elles sont simplement consultatives et constituent uniquement la manière dont l'avocat général propose à la Cour de statuer sur l'affaire dont elle est saisie.

La conclusion de la partie requérante ne peut donc être retenue.

2.4.3. S'agissant des 3^{ème} et 4^{ème} arguments, le Conseil ne peut pas préjuger du délai que la partie défenderesse mettra à rendre une nouvelle décision sur la demande de visa, ni de la nature de cette décision.

Le Conseil d'Etat a jugé que l'autorité de chose jugée, qui s'attache à un arrêt d'annulation,

- « interdit à l'autorité de reprendre le même acte sans corriger l'irrégularité qui a entraîné l'annulation »⁴, - « interdit la répétition, à l'occasion de la réfection d'un acte, d'une illégalité identique à celle qui a déterminé l'annulation »⁵, et
- « implique la disparition rétroactive, *erga omnes*, de l'acte annulé, et l'interdiction de refaire cet acte sans tenir compte des motifs de l'annulation »⁶.

Le Conseil est compétent pour vérifier le respect de l'autorité de chose jugée par la partie défenderesse.

Pour le reste, le Conseil estime qu'il ne lui appartient pas d'étendre sa compétence, déterminée par la loi du 15 décembre 1980. Ce n'est d'ailleurs pas ce qui ressort de l'arrêt de la CJUE, précité.

Il s'agit en effet d'un choix politique des autorités belges, qui ne fait, à ce stade, pas l'objet d'une remise en cause par la CJUE.

2.5. La demande formulée, à titre principal, par la partie requérante, est donc irrecevable.

3. Exposé du moyen d'annulation.

3.1. La partie requérante prend un moyen unique de la violation :

- des articles 8 et 14 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (ci-après : la CEDH),
- des articles 7, 14, 20, 47, 48 et 52 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union (ci-après : la Charte),
- des articles 20, 34, 35 et 40 de la directive 2016/801 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2016 relative aux conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers à des fins de recherche, d'études, de formation, de volontariat et de programmes d'échange d'élèves ou de projets éducatifs et de travail au pair (refonte) (ci-après : la directive 2016/801/UE),
- de l'article 5.35 du livre V du Code Civil « (et du principe qui s'en déduit, la fraude ne se présume pas et doit être prouvée) », 8.4 et 8.5 du livre VIII du même Code « (et du principe qui s'en déduit, imposant à celui qui invoque une preuve de la rapporter avec un degré suffisant de certitude) »,
- des articles 61/1/1, 61/1/3, 61/1/5 et 62, §2, de la loi du 15 décembre 1980, « lus en conformité avec les dispositions européennes qui précèdent »,
- des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs,
- et « des principes d'effectivité, de proportionnalité, et du devoir de minutie ».

3.2. a) La partie requérante expose notamment ce qui suit :

« Le défendeur refuse le visa par application de l'article 61/1/3 §2 de la loi. Une éventuelle lecture bienveillante de la décision, incompatible avec la loi sur la motivation formelle, pourrait Vous laisser penser qu'il ferait application du §2.5° [...]. Le défendeur allègue un « faisceau de preuves suffisant » et non des motifs. Comme l'exige l'article 61/1/3 §2.5°, ces preuves doivent être sérieuses et objectives. L'article 61/1/3 §2.5° ne prévoit pas comment le défendeur doit rapporter la preuve qu'il invoque, de sorte qu'est d'application le droit commun résiduaire, en l'occurrence les articles 8.4 et 8.5 et le principe qui s'en déduit, imposant à celui qui invoque une preuve de la rapporter avec un degré suffisant de certitude. Suivant l'article 5.35, la fraude ne se présume pas et doit être prouvée par celui qui l'invoque. Suivant l'article 8.5, « *Hormis les cas où la loi en dispose autrement, la preuve doit être rapportée avec un degré raisonnable de certitude* ». Ni l'article 61/1/3 de la loi, ni aucune disposition de celle-ci n'en dispose autrement. Suivant l'article 8.4, « *En cas de doute, celui qui a la charge de prouver les actes juridiques ou faits allégués par lui succombe au procès, sauf si la loi en dispose autrement...* ». Ni l'article 61/1/3 de la loi, ni aucune disposition de celle-ci n'en dispose autrement. [...].

b) Elle fait ensuite valoir, à titre principal, ce qui suit :

⁴ C.E., arrêt n° 221.068 du 17 octobre 2012

⁵ C.E., arrêt n° 223.452 du 8 mai 2013

⁶ C.E., arrêt n° 198.829 du 11 décembre 2009

« le défendeur ne démontre aucune adéquation entre les éléments qu'il soulève au titre de preuves et une quelconque finalité autre que les études que poursuivrait [le requérant], se contentant d'évoquer de vagues « fins migratoires ». Or cette prétendue finalité doit être identifiée pour être comprise tant par le requérant que par Vous, puisqu'elles peuvent être multiples : travailler, demander une protection internationale, rejoindre de la famille, se faire soigner. (CJUE, § 50,51 et 54). Suivant la CJUE (§ 56) : « *cela n'a toutefois pas pour effet de dispenser les autorités compétentes de l'obligation de communiquer ces motifs par écrit au demandeur, comme le prévoit l'article 34, paragraphes 1 et 4, de la directive 2016/801* ». Le défendeur n'établissant pas la moindre corrélation entre les preuves alléguées et une prétendue finalité précise autre qu'étudier, il ne peut légalement refuser le visa sur base de l'article 61/1/3 §2,5° ».

c) A titre subsidiaire, elle fait notamment valoir ce qui suit :

« le défendeur ne rapporte aucune preuve sérieuse ni objective au sens de L'article 61/1/3 §2.5°, dans le respect du Code civil et de l'article 61/1/1/5, se fondant uniquement sur l'avis de Viabel, lequel prime selon lui sur tous les autres éléments du dossier. D'une part, tant l'article 61/1/5 de la loi, que le devoir de minutie et le principe de proportionnalité commandent au défendeur de prendre en considération tous les éléments du dossier sans pouvoir en isoler un seul (CJUE, § 47,53 et 54) : « *le caractère éventuellement abusif d'une demande d'admission à des fins d'études ne saurait être présumé au regard de certains éléments, mais doit être évalué au cas par cas, à l'issue d'une appréciation individuelle de l'ensemble des circonstances propres à chaque demande* ». Plusieurs éléments du dossier confirment la volonté d'étudier et de réussir [du requérant] : ses diplômes camerounais, leur équivalence reconnue par la Communauté française de Belgique, son inscription dans un établissement scolaire belge, son questionnaire écrit, sa lettre de motivation...tous éléments non pris en compte en raison de la primauté irrationnelle et disproportionnée conférée par le défendeur à l'avis de Viabel. D'autre part, cet avis n'est qu'un simple résumé d'un interview et ne se base sur aucun PV, ne reprenant ni les questions posées ni les réponses données, relu et signé par [le requérant] et constitue non une preuve, mais un ressenti invérifiable d'un agent étranger non identifié et dont les qualifications restent inconnues (conclusions de l'AG, 8 63 et 65) : en quoi [le requérant] maîtriserait-il et motiverait-il insuffisamment ses projets d'études et professionnels ? quelles réponses peu claires ? à quelles questions ? quelle alternative en cas d'échec ? quels résultats passables ? Toutes affirmations contestées et invérifiables à défaut de retranscription intégrale [références à des arrêts du Conseil]. Aucun procès-verbal de l'audition n'a été rédigé, pas plus signé ; ne figurent au dossier ni les questions posées ni les réponses données, de sorte que Votre Conseil ne peut vérifier si le défendeur a effectivement posé les questions efficaces menant aux conclusions prises [références à des arrêts du Conseil]. [Le requérant] prétend avoir bien compris toutes les questions et répondu clairement à celles relatives à ses études antérieures, à l'organisation des études envisagées, aux compétences qu'il acquerra, à ses motivations, à ses alternatives en cas d'échec et de refus de visa, ainsi qu'aux débouchés professionnels, comme il l'a fait dans son questionnaire écrit et sa lettre de motivation, dont le défendeur ne tient nul compte. Quant aux prétendus résultats passables, ils ne sont pas identifiés et sont par contre contredits par le fait que [le requérant] a réussi ses études au Cameroun, ce que confirment ses diplômes camerounais, la décision d'équivalence et son inscription dans une école belge, aucune disposition ne prescrit des grades pour être admis au séjour étudiant, la garantie de réussir ne peut être exigée a priori [référence à des arrêts du Conseil][...]. Outre que les études (climatisation du froid) sont bien en lien tant avec celles déjà réussies (travaux publics) qu'avec les premières expériences professionnels du requérant, suivant la CJUE (C-14/23) « 53[...] ». Conclusions de l'Avocat Général J. Richard de la Tour (C-14/23, § 64) : « *Il me semble également essentiel de tenir compte des situations dans lesquelles le ressortissant d'un pays tiers a pu emprunter un parcours académique non conventionnel ou envisage de se réorienter* ».

[...]

En conclusion, le défendeur ne rapporte pas, avec un degré raisonnable de certitude, la preuve sérieuse ni objective permettant d'établir que le séjour poursuivrait d'autres finalités que les études, comme l'exigent les dispositions et principes visés au grief. Reste incompréhensible en quoi les éléments soulevés, à les supposer avérés, constitueraient des incohérences manifestes susceptibles de fonder une preuve sérieuse et objective, avec un quelconque degré de certitude, que [le requérant] poursuivrait une quelconque finalité, non identifiée, autre qu'étudier. [...].».

4. Examen du moyen d'annulation.

4.1.1. L'article 61/1/1, § 1er, de la loi du 15 décembre 1980 dispose ce qui suit :

« [...] Si le ressortissant d'un pays tiers ne se trouve pas dans l'un des cas visés à l'article 61/1/3, l'autorisation de séjour doit être accordée »,

lorsqu'il produit les documents énumérés à l'article 60, § 3, de la même loi.

L'article 61/1/3, § 2, de la même loi stipule ce qui suit :

« Le ministre ou son délégué peut refuser une demande, introduite conformément à l'article 60, dans les cas suivants :

[...]

5° des preuves ou motifs sérieux et objectifs permettent d'établir que le séjour poursuivrait d'autres finalités que les études ».

L'article 61/1/1, § 1er, de la loi du 15 décembre 1980 reconnaît ainsi à l'étranger qui désire faire des études en Belgique et qui remplit les différentes conditions qu'il fixe, un droit automatique à l'autorisation de séjourner plus de trois mois en Belgique.

En vertu de cette disposition, la compétence du Ministre ou de son délégué est par conséquent une compétence liée, l'obligeant à reconnaître ce droit

- dès que l'étranger répond aux conditions limitativement prévues pour son application,
- mais également dans le respect même de l'hypothèse telle qu'elle a été prévue par le législateur, à savoir celle de la demande introduite par « *un étranger qui désire faire en Belgique des études dans l'enseignement supérieur* ».

La partie défenderesse a ainsi l'obligation d'accorder un « visa pour études » lorsque

- le demandeur a déposé les documents requis,
- et l'administration a pu vérifier, le cas échéant, la volonté du demandeur de faire des études dans l'enseignement supérieur.

Le contrôle exercé par la partie défenderesse doit être strictement limité à la vérification de la réalité du projet d'études que le demandeur désire mettre en œuvre, et l'exception prévue par l'article 61/1/3, § 2, de la loi du 15 décembre 1980 doit être interprétée restrictivement.

4.1.2. L'obligation de motivation impose, notamment, qu'un acte administratif repose sur des motifs de droit et de fait qui soient exacts, pertinents et légalement admissibles.

Saisi d'un recours en légalité, le Conseil doit, à cet égard, examiner

- si l'autorité a pu raisonnablement constater les faits qu'elle invoque,
- et si le dossier ne contient pas d'éléments qui ne se concilient pas avec cette constatation.

Le contrôle de légalité se limite toutefois à vérifier si l'autorité administrative qui a pris l'acte attaqué

- n'a pas tenu pour établis des faits qui ne ressortent pas du dossier administratif,
- et a donné desdits faits, dans la motivation tant matérielle que formelle de ses décisions, une interprétation qui ne procède pas d'une erreur manifeste d'appréciation⁷.

4.2. **S'agissant du 1^{er} grief développé au point 3.2. a)**, si, comme le relève la partie requérante, la partie défenderesse ne précise pas laquelle des 5 hypothèses de refus prévues par l'article 61/1/3, § 2, de la loi du 15 décembre 1980 constitue la base légale de l'acte attaqué, une simple lecture de l'acte attaqué suffit à démontrer que la partie défenderesse vise le point 5° de cette disposition.

Par ailleurs, la partie requérante ne prétend nullement que le fait que l'acte attaqué indique avoir été pris en exécution de l'article 61/1/3, § 2, de la loi du 15 décembre 1980, l'aurait mise dans l'impossibilité de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester.

Au vu de l'argumentation développée par la partie requérante, elle ne peut prétendre ne pas avoir compris quelle est la base légale de l'acte attaqué.

Dans ces circonstances, la base légale de l'acte attaqué est suffisante.

4.3. **Sur le grief développé à titre principal (reproduit au point 3.2. b))**, contrairement à ce que prétend la partie requérante, l'article 61/1/3, § 2, 5° de la loi du 15 décembre 1980, de même que l'article 20, §2, sous f) de la directive 2016/801/UE, n'imposent pas de préciser et démontrer une autre finalité que les études, mais uniquement que la demande de visa pour études ne poursuit pas ce but.

En effet, selon la CJUE, il suffit que ces éléments soient l'indice que le demandeur « a introduit sa demande d'admission sans avoir réellement l'intention de suivre, à titre d'activité principale, un cycle d'études à plein temps »⁸.

4.4.1. **S'agissant du grief développé à titre subsidiaire**, selon lequel la partie défenderesse "ne rapporte aucune preuve sérieuse ni objective au sens de l'article 61/1/3, §2, 5°", le Conseil observe ce qui suit :

⁷ Dans le même sens, CE, arrêts n°101.624 du 7 décembre 2001 et n°147.344 du 6 juillet 2005.

⁸ CJUE, 29 juillet 2024, *Perle*, C-14/23, § 47

Dans la motivation de l'acte attaqué, la partie défenderesse a essentiellement fondé sa décision sur le compte-rendu dressé par l'agent de Viabel, suite à l'entretien oral mené avec le requérant.

Il ressort de ce compte rendu ce qui suit :

" Les études envisagées (Electromécanique - orientation : climatisation et techniques de froid) ne sont pas liées aux études antérieures (Travaux Publics). Le candidat présente des résultats passable ne pouvant garantir la réussite de sa formation. Il a une faible connaissance du domaine d'étude envisagé, il ne parvient pas à répondre clairement aux questions posées lors de son entretien, de plus il ne précise pas suffisamment les connaissances qu'il souhaiterait acquérir à l'issue de sa formation. Il ne dispose d'aucune alternative en cas d'échec de sa formation et en cas de refus de visa. Il ne motive pas assez ses projets ".

4.4.2. a) D'une part, « le compte-rendu de Viabel », sur lequel repose l'essentiel de la motivation de l'acte attaqué, consiste en une synthèse d'un entretien oral mené avec le requérant.

Le contenu de cet entretien ne se trouve cependant pas dans le dossier administratif.

Partant, le constat posé ou repris par la partie défenderesse, selon lequel le requérant « *ne parvient pas à répondre clairement aux questions posées lors de son entretien* », n'est pas vérifiable.

La motivation selon laquelle « *Le candidat présente des résultats passable ne pouvant garantir la réussite de sa formation* » n'est pas de nature à démontrer une « *tentative de détournement de procédure* ».

En effet, outre le fait que la garantie de réussite ne figure pas dans les conditions pour obtenir une autorisation de séjour en tant qu'étudiante, il ne ressort d'aucun élément du dossier administratif qu'une quelconque réserve, liée au caractère « passable » des résultats antérieurs de la partie requérante, aurait été émise, ou qu'il y a des indices d'un niveau académique trop bas.

Partant cette motivation n'est ni suffisante ni adéquate.

b) D'autre part, le « Questionnaire - ASP études », complété par le requérant, montre que celui-ci a répondu ce qui suit aux questions suivantes :

- « Expliquez brièvement les motivations qui vous ont porté à choisir les études envisagées » : « les motivations qui m'ont porté à choisir les études envisagées sont nombreuses notamment la diversité de l'emploi que offre cette formation dans mon domaine en construction et en génie-civil » ;
- « Expliquez le lien existant entre votre parcours d'études actuel et la formation que vous envisagez de poursuivre en Belgique ? » : « durant mes études en génie civil option BTP on étudiait sur des cours tel que mathématique, CAO et DAO physique, dessin technique. Le lien est au niveau de la similitude des cours notamment avec DAO, CAO, dessin technique qui revient encore dans mon programme de cours. Le second lien est professionnel qui se trouve au niveau de la construction et conception des bâtiments ce qui signifie que les professionnels du génie civil et ceux de l'électromécanique doivent collaborer pour s'assurer que les systèmes de climatisation et de réfrigérations sont intégr[és] dans le bâtiment » ;
- « Quels sont les débouchés offerts par le diplôme que vous obtiendrez à la fin de vos études en Belgique ? » : « comme débouchés nous avons : bureau d'étude, chef d'atelier, chef d'équipe, formateur, gestion de projet ingénieur en installation et de maintenance[...] Après obtention de mon diplôme je compte travailler dans le bureau d'étude pour concevoir les différents systèmes de climatisation et réfrigération de divers bâtiments et aussi travaille comme chef d'atelier et d'équipe pour coordonner les travaux et enfin comme formateur pour partager ce dont j'ai reçu ».

Au vu de ces réponses, l'appréciation de la partie défenderesse selon laquelle « *il ne motive pas assez ses projets* » n'est pas suffisamment étayée.

La motivation de l'acte attaqué ne permet pas non plus de comprendre sur quoi la partie défenderesse se fonde pour aboutir à la conclusion que « *Les études envisagées (Electromécanique - orientation : climatisation et techniques de froid) ne sont pas liées aux études antérieures (Travaux Publics)* ».

c) Pour le surplus, la partie défenderesse ne révèle aucune indication sur les éléments précis qui ont été pris en compte pour estimer que la requérante « *ne dispose d'aucune alternative en cas d'échec de sa formation* ».

4.4.3. Etant donné les constats susmentionnés, la seule mention dans la motivation de l'acte attaqué d'un résultat obtenu à l'issue, notamment, de « *l'étude de l'ensemble du dossier* », ne peut suffire à établir comment la partie défenderesse a pu conclure de la manière rappelée ci-dessus, après une analyse des réponses du requérant au questionnaire susvisé.

Il en est d'autant plus ainsi que le dossier administratif ne comporte aucune autre information à cet égard.

Partant, la motivation de l'acte attaqué ne permet ni à la partie requérante ni au Conseil de vérifier les éléments sur lesquels la partie défenderesse s'est basée pour prendre sa décision en l'espèce.

4.4.4. Sans se prononcer sur la volonté réelle du requérant de poursuivre des études en Belgique⁹, la motivation de l'acte attaqué ne permet pas au requérant de comprendre les raisons concrètes de la décision de la partie défenderesse, qui n'est soutenue par aucun élément vérifiable.

En effet, elle n'indique pas suffisamment et/ou adéquatement en quoi les éléments susmentionnés ont pu l'amener à douter du bien-fondé de la demande et du but du séjour sollicité, et aucun élément du dossier administratif ne permet de pallier cette carence.

Si la partie défenderesse n'est, certes, pas tenue d'exposer les motifs des motifs de la décision, la motivation de l'acte attaqué doit, par contre, permettre au requérant de comprendre les raisons de son refus afin de pouvoir les critiquer utilement, ce qui n'est pas le cas en l'espèce.

L'acte attaqué ne permettant pas au requérant de comprendre les raisons pour lesquelles sa demande de visa a été refusée, sa motivation n'est ni suffisante ni adéquate.

4.5. Dans la note d'observations, la partie défenderesse fait valoir ce qui suit :

« *In concreto*, il apparaît clairement des motifs de la décision litigieuse pour quelle raison des doutes avaient pu être émis quant à la finalité du séjour envisagé par la requérante, l'acte querellé ayant reproduit les passages précis de l'analyse de l'agent Viabel [...].

Lesdits constats sont corroborés par la teneur du questionnaire ASP complété et signé par la partie requérante sans réserve ou observation aucune.

Au vu de ce qui précède, force est de constater que la partie adverse avait pu faire, sans excéder sa compétence, si la partie requérante avait effectivement l'intention d'étudier en Belgique. [...]».

Cette argumentation ne peut être admise, au vu de ce qui précède.

4.6. Le moyen est, dans la mesure susmentionnée, fondé, et suffit à l'annulation de l'acte attaqué.

Il n'y a dès lors pas lieu d'examiner les autres développements du moyen qui, à les supposer fondés, ne pourraient entraîner une annulation de cet acte aux effets plus étendus.

5. Débats succincts.

5.1. Le recours en annulation ne nécessitant que des débats succincts, il est fait application de l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

5.2. Le Conseil étant en mesure de se prononcer directement sur le recours en annulation, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1.

Le refus de visa, pris le 30 septembre 2024, est annulé.

Article 2.

La demande de suspension est sans objet.

Article 3.

La requête est rejetée pour le surplus.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le 17 décembre 2024, par :

N. RENIERS,

Présidente de chambre,

E. TREFOIS,

Greffière.

⁹ au sens de l'article 61/1/3, § 2, 5°, de la loi du 15 décembre 1980.

La greffière,

La présidente,

E. TREFOIS

N. RENIERS